

Audience publique du 31 mai 2021

Recours formé par
Madame ..., ...,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise gracieuse

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 44885 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 24 août 2020 par Madame ..., demeurant à F-..., par laquelle elle demande « *un recours contre la décision du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg de rejet [de sa] demande de remise gracieuse de l'impôt 2008* » suite à une décision du directeur de l'Administration des Contributions directes prise en date du 2 juillet 2020 ;

Vu le courrier électronique du délégué du gouvernement du 7 octobre 2020 informant le tribunal de l'annulation de la décision directoriale du 2 juillet 2020 par une décision du l'Administration des Contributions directes du 1^{er} octobre 2020 ;

Vu l'avis du tribunal administratif du 7 octobre 2020 adressé à Madame ..., suite au courrier électronique du délégué du gouvernement du même jour, concernant les suites à réserver au dossier ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Hélène Massard en sa plaidoirie à l'audience publique du 29 mars 2021.

En date du 27 mars 2013, le bureau d'imposition Redange de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « bureau d'imposition », a émis des bulletins de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les années 2008 et 2009 adressés à Monsieur ..., imposé collectivement avec son épouse Madame

Il leur adressa le même jour un décompte laissant à leur charge le montant de ... euros à titre d'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les années 2008 et les invita à régler ledit montant avant le 2 mai 2013.

Une signification à domicile le 28 août 2013 fut réalisée sans succès, Monsieur et Madame ... ne demeurant plus à l'adresse à laquelle ils étaient préalablement enregistrés.

Après réception d'un commandement de payer qui aurait été notifié aux époux ... le 14 décembre 2013 à leur adresse en France, Madame ... demanda par courrier daté du 15 décembre 2013 au directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le directeur », de vérifier « *l'existence de cette dette* » d'impôt et dans l'affirmative de leur accorder une remise gracieuse, demande qui fut réceptionnée par le directeur le 9 janvier 2014.

Le 13 janvier 2014, un courrier lui fut adressé par la division gracieux de l'administration des Contributions directes pour accuser réception de la demande de remise gracieuse des époux ... et leur demander de fournir les pièces relatives à leur situation financière, documents que ces derniers lui firent parvenir par courrier daté du 7 février 2014.

Par courrier daté du 18 juillet 2014, les époux ... informèrent l'administration des Contributions directes qu'ils continueraient à recevoir des rappels en vue de l'apurement de la dette d'impôt en dépit de leur demande de remise gracieuse du 15 décembre 2013 et des pièces versées à l'appui de cette demande en date du 7 février 2014.

Le 6 mars 2020, un courrier fut adressé par la division gracieux de l'administration des Contributions directes à Madame ... pour lui demander à nouveau les pièces relatives à sa situation financière.

Par décision du 2 juillet 2020, référencée sous le numéro GR 006.14, le directeur rejeta la demande de remise gracieuse du 15 décembre 2013, dans les termes suivants :

« (...) Vu la demande présentée le 30 décembre 2013, ainsi que le courrier de relance du 18 juillet 2014, par la dame ..., demeurant à F-..., ayant pour objet une remise de l'impôt sur le revenu et des intérêts de retard par voie gracieuse de l'année 2008 ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;

Considérant que d'après le paragraphe 131 AO une remise gracieuse n'est envisageable que dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;

Considérant que la demande de remise gracieuse est motivée par des considérations qui mettent en cause une situation financière difficile ;

Considérant qu'une remise pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive de moyens de subsistance indispensables ;

Considérant que par lettre du 6 mars 2020 la requérante a été invitée à justifier, pour le 25 mars 2020 au plus tard, pièces à l'appui, de ses recettes et dépenses mensuelles actuelles, comme de sa fortune mobilière et immobilière mondiale, pour permettre de déterminer dans quelle mesure le paiement de sa dette d'impôt constitue une rigueur dans son chef ;

Considérant qu'elle n'a pas donné suite à cette invitation ;

Considérant qu'une rigueur subjective n'a pas pu être constatée, il en résulte qu'une rigueur au sens du paragraphe 131 AO ne peut être retenue ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

La demande en remise gracieuse est rejetée. (...) ».

Le 27 juillet 2020, Madame ... adressa un courrier au directeur dans lequel elle expliqua avoir, contrairement à ses déclarations, répondu le 20 mars 2020 à son courrier du 6 mars 2020 et avoir fourni les documents requis, réponse et documents qu'elle joignit de nouveau à son courrier du 27 juillet 2020.

Par décision du 6 août 2020, le directeur confirma sa décision du 2 juillet 2020.

Par requête réceptionnée par le greffe du tribunal administratif en date du 24 août 2020, Madame ... a introduit un recours contentieux dans lequel elle demande « *un recours contre la décision du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg de rejet de [sa] demande de remise gracieuse de l'impôt 2008* ».

Lorsque la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, tel qu'en l'espèce, il y a lieu d'admettre que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi.

Etant donné que le paragraphe 131 AO de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « AO », en combinaison avec l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, ci-après désignée par « la loi du 7 novembre 1996 », prévoit en la matière un recours de pleine juridiction, il échet de retenir que Madame ... a entendu introduire un recours en réformation contre la décision directoriale du 2 juillet 2020 et la décision confirmative du 6 août 2020, pour lequel le tribunal est compétent.

Par courrier du 7 octobre 2020, le délégué du gouvernement a informé le tribunal que le directeur avait pris sa décision du 2 juillet 2020 suite à l'absence de réaction de Madame ... à son courrier du 6 mars 2020, mais qu'il s'était avéré par la suite que cette dernière avait bien envoyé une réponse en date du 20 mars 2020. Il l'a également informé qu'une nouvelle instruction du dossier s'imposait, qu'une nouvelle décision directoriale s'ensuivrait, et que de ce fait, le directeur avait en date du 1^{er} octobre 2020 annulé sa décision du 2 juillet 2020.

Le tribunal a tenté de contacter la demanderesse par courrier simple du 7 octobre 2020, ainsi que par courriers recommandés des 21 octobre 2020 et 10 novembre 2020 pour s'enquérir des suites qu'elle réservait au recours sous examen. La demanderesse n'y a cependant pas répondu.

A l'audience publique du 29 mars 2021, le tribunal a posé la question de la subsistance de l'objet du recours introduit par Madame ..., respectivement de l'intérêt à agir de Madame ..., à

l'encontre de la décision directoriale du 2 juillet 2020. Madame ... n'était pas présente et le délégué du gouvernement s'est rapporté à prudence de justice, étant précisé, à cet égard, que le fait pour une partie de se rapporter à prudence de justice équivaut à une contestation.¹

Il y a tout d'abord lieu de préciser que la recevabilité d'un recours est conditionnée en principe par l'existence et la subsistance d'un objet, qui s'apprécie du moment de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement. L'exigence de la subsistance de l'objet du recours est en général liée à l'exigence du maintien de l'intérêt à agir, et plus particulièrement de l'intérêt à voir sanctionner l'acte faisant l'objet du recours, étant précisé que l'existence d'un tel intérêt à agir présuppose que la censure de l'acte querellé soit de nature à procurer au demandeur une satisfaction personnelle et certaine. Si, suite à l'introduction du recours, l'acte attaqué à travers le recours disparaît, le recours devient sans objet, le demandeur n'ayant *a priori* et sauf circonstances particulières, plus aucun intérêt à poursuivre un recours contre un acte ayant disparu et qui ne lui fait plus grief².

En l'espèce, il échet de constater qu'au moment de l'introduction du recours sous analyse, celui-ci avait un objet, à savoir la réformation de la décision directoriale du 2 juillet 2020 refusant la remise gracieuse de la dette d'impôt due au titre de l'impôt sur le revenu de l'année 2008 suite à l'absence des pièces relatives à la situation financière de Madame Après réception desdites pièces, ladite décision a cependant fait l'objet d'une annulation en date du 1^{er} octobre 2020 par le directeur, lequel envisageait d'instruire le dossier sur base des pièces fournies par Madame ... et de prendre, par la suite, une nouvelle décision quant à sa demande de remise gracieuse.

Ainsi, la décision directoriale du 2 juillet 2020 refusant la remise gracieuse à Madame ... de sa dette d'impôt au titre de l'impôt sur le revenu de l'année 2008 n'existe plus.

Le tribunal est partant amené à retenir qu'à défaut de subsistance d'une décision susceptible de faire grief à la demanderesse, celle-ci n'a *a priori* plus aucun intérêt à attaquer la décision sous examen, et à défaut par Madame ... de justifier d'un intérêt à attaquer la décision litigieuse malgré le fait qu'elle n'existe plus, le recours est à déclarer irrecevable pour défaut d'intérêt à agir dans son chef.

Par ailleurs, force est de constater que la demanderesse s'est désintéressée de son recours, dans la mesure où elle n'a pas répondu aux courriers des 7 et 21 octobre, ainsi que 10 novembre 2020 lui adressé par le tribunal.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours sous examen est à déclarer irrecevable.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

¹ Trib. adm., 27 octobre 2004, n° 17634 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 814 et les autres références y citées.

² Trib. adm., 20 octobre 2010, n° 26758 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 32 et les autres références y citées.

déclare le recours en réformation irrecevable ;

condamne la demanderesse aux frais et dépens.

Ainsi jugé par :

Françoise Eberhard, vice-président,
Hélène Steichen, premier juge,
Michèle Stoffel, premier juge,

et lu à l'audience publique du 31 mai 2021 par le vice-président, en présence du greffier
Paulo Aniceto Lopes.

s. Paulo Aniceto Lopes

s. Françoise Eberhard

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 31 mai 2021
Le greffier du tribunal administratif